



Centre d'Économie de la Sorbonne
UMR 8174 du CNRS
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
106-112 Bd. de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13



La lettre du CES

<http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/>

 Suivez le fil ! @CESActu sur Twitter

EDITO

QUEL AVENIR POUR L'ÉTAT-PROVIDENCE ?

Jérôme Gautié, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CES



Cette question mobilise un certain nombre de chercheurs de « l'UG2 » du CES, qui regroupe les axes « Economie et Société » (EcoSoc) et « Economie Politique, Institutions et Organisations » (EPIO), en lien avec le Labex OSE qui associe le CES et l'École d'Économie de Paris. À l'heure où de grandes (ou petites ?) réformes s'annoncent pour les retraites, la politique familiale, et peut-être demain les assurances maladie et chômage, on peut en effet s'interroger de façon plus fondamentale sur l'avenir de l'État Providence. Partons d'un constat trop souvent oublié : à un niveau très global, on ne constate pas, dans la plupart des pays de l'OCDE, et notamment en Europe, de retrait (*retrenchment*) de la protection sociale au sens large, mesurée par les dépenses afférentes, que ce soit en part de PIB ou en évolution en termes réels. C'est particulièrement le cas de la France qui, selon Eurostat, avec 33,8% du PIB consacrés à ces dernières en 2010, avait dépassé les pays d'Europe du Nord (33,3% au Danemark, 32,1% aux Pays-Bas et 30,4% en Suède la même année) et détenait ainsi le record mondial. Comme l'a souligné Christophe Ramaux dans un livre récent¹, l'État social a plus que de beaux restes.

Cette apparente résilience ne doit cependant pas cacher les profondes mutations à l'œuvre ou à venir. Deux journées d'études récentes ont abordé ces thématiques². Une question importante est notamment de savoir si on assiste aujourd'hui à un véritable basculement de paradigme. L'État Providence classique, que ce soit dans sa version bismarkienne ou beveridgienne, dont le rôle était avant tout « curatif » (protéger des risques par les assurances sociales, lutter contre la pauvreté par la redistribution) devrait céder sa place à l'État « d'investissement social » (*social investment state*). Ce dernier continuerait certes de protéger, mais aurait aussi un rôle beaucoup plus actif et préventif, consistant à investir dans les individus et leur accompagnement tout au long de leur vie, avec pour objectif premier l'accroissement de leur autonomie et leur capacité de choix et d'actions, ce que les anglo-saxons désignent par le terme difficilement traduisible de *empowerment*. C'est ce modèle que la Commission européenne entend promouvoir, comme elle l'a indiqué dans une communication du mois de février dernier³.

Derrière ces grands principes peuvent en fait trouver place des conceptions assez différentes. Une première (celle de l'*asset-based-welfare*, que l'on pourrait qualifier de social-libérale) met avant tout l'accent sur la nécessité de doter les individus de comptes individuels (de formation, mais aussi potentiellement, de santé, de chômage etc.), pour les rendre responsables et « entrepreneurs d'eux mêmes ». Elle peut incarner la « *property-owning-democracy* » qu'appelait Rawls de ses vœux dans la seconde préface de sa *Théorie de la justice*. Poussée à son terme, elle marquerait une rupture assez radicale de l'État Providence classique. Une seconde conception, plus en phase avec l'héritage social-démocrate, souligne qu'il ne suffit pas de doter les individus de ressources (ou de « capitaux »), et de les « équiper pour le marché » mais qu'il faut aussi se soucier de leurs réelles capacités à mobiliser ces ressources - ce que Sen nomme les « capacités ». Ceci implique que l'État doit investir dans l'accompagnement, et investir pour, en quelque sorte, « équiper le marché pour les individus » selon l'expression de Bernard Gazier. D'autres conceptions encore sont possibles, mettant davantage l'accent sur les structures et le collectif. Ceci ne fait qu'illustrer que toute la difficulté, mais aussi tout l'intérêt des débats actuels, est de bien saisir que, derrière des dispositifs particuliers discutés ou mis en œuvre (allocation universelle, compte individuel de formation...) les fondements philosophiques et théoriques des politiques sous-jacentes peuvent différer de façon importante. C'est ce défi intellectuel que tentent de relever les chercheurs du Centre d'Économie de la Sorbonne, en liaison avec la labex OSE.

1. *L'État Social*, Fayard-Mille et une nuits, 2011.

2. Journées « Education, systèmes de formation des compétences, croissance et politiques sociales », Sciences-Po, 30 et 31 mai 2013, coorganisées par Bruno Amable, de l'axe EPIO du CES et du labex OSE, et Bruno Palier (Sciences-Po) ; séminaire TEmPS du 6 juin 2013, Maisons des Sciences Économiques, « Pendant la crise, la protection sociale continue ? », coorganisé par Jean-Claude Barbier et Jean-Luc Outin de l'axe Eco-Soc du CES.

3. « Investir dans le domaine social en faveur de la croissance et de la cohésion, notamment par l'intermédiaire du Fonds social européen, au cours de la période 2014-2020 », COM(2013)83 final, http://www.cdep.ro/afaceri_europene/CE/2013/COM_2013_83_FR_ACTE_f.pdf

Commerce et environnement : comment faire coopérer des pays asymétriques dans la lutte contre le changement climatique ?

Le contexte international des négociations sur le changement climatique invite au pessimisme. L'accord de Kyoto (1997) imposait des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) à certains pays développés ayant accepté de participer, sans aucune mesure de contrôle ni de punition. La conférence internationale de Durban (2011) a échoué à produire un traité portant sur l'après Kyoto, mais a abouti à un accord de principe sur la nécessité d'un accord réunissant l'ensemble des pays en 2015.

Peut-on agir en l'absence de coopération internationale ?

Nombreux sont les pays développés qui ont mis en place des politiques énergétiques, voire des politiques visant spécifiquement à réduire les émissions nationales de gaz à effet de serre. L'efficacité d'une telle politique est limitée par le risque de « fuites de carbone », *i.e.* les pays n'adoptant pas de politiques climatiques augmentent leur consommation énergétique si le prix de l'énergie baisse du fait d'une baisse de la demande mondiale. Ce déplacement de la source des émissions rend la politique nationale de réduction des émissions inefficace du fait de la nature globale des gaz à effet de serre. En effet, les impacts liés au changement climatique peuvent varier spatialement, mais ces impacts ne sont pas plus importants dans les pays responsables de fortes émissions, au contraire.

Les asymétries entre pays (richesse, dotations en ressources fossiles, impacts du changement climatique) doivent être prises en compte pour élaborer un partage de l'effort qui soit acceptable par tous. Il peut être surprenant de constater qu'un accord de réduction des émissions entre deux groupes de pays possédant plus ou moins de ressources fossiles peut avoir des impacts redistributifs plus fort au sein de la coalition qu'entre la coalition et les pays qui ne participent pas à l'accord (Ollivier, Hochman, Zilberman, 2013, « Climate change: who will take the heat »).

Pour autant, des principes de justice et d'exemplarité peuvent servir de caution à ces politiques unilatérales. L'Union européenne a pris des engagements relatifs à sa poursuite d'un effort de réduction des émissions malgré l'échec des négociations portant sur l'après Kyoto. Les Etats-Unis poursuivent une politique énergétique visant essentiellement à limiter leur dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques étrangères et à favoriser le développement d'un secteur de bioénergies. De telles politiques de transition énergétique sont parfois justifiées par des effets de cliquet qui rendent le mix énergétique moins intensif en carbone de manière irréversible. Si le gouvernement investit suffisamment dans les énergies renouve-

lables, il est possible que ces secteurs deviennent rentables dans le futur, notamment si le prix des énergies fossiles reste élevé voire augmente. Le fait que ces investissements publics induisent des dynamiques de recherche et développement, voire de croissance, constitue sans doute le meilleur argument en faveur des politiques de soutien aux énergies renouvelables (Acemoglu *et al.*, 2012, « The environment and directed technical change », *AER*, 102(1)).

Les politiques de soutien aux bioénergies

Bien que le potentiel des bioénergies dans l'atténuation des gaz à effet de serre provenant des combustibles fossiles soit fortement discuté, plusieurs pays développés, tels que les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, se sont fixés depuis plusieurs années déjà des objectifs ambitieux d'incorporation des bioénergies dans leur bouquet énergétique, afin de réduire leurs émissions de GES, notamment dans le secteur des transports. Les bioénergies sont présentées comme une alternative aux énergies fossiles à la fois renouvelable et relativement propre. Les politiques mises en œuvre donnent lieu à peu d'importation ; pourtant, pour atteindre une part de 10% de biocarburants dans la consommation de combustible due aux transports, les Etats-Unis, le Canada et l'UE auraient besoin d'utiliser respectivement 30%, 36% et 72% de leurs terres agricoles (von Lampe, 2006). Par conséquent, il pourrait être plus efficace d'importer des bioénergies en provenance de pays du Sud, tels que de l'éthanol de canne à sucre du Brésil ou de l'huile de palme d'Indonésie ou de Malaisie.

Du point de vue environnemental, importer des bioénergies en provenance des pays du Sud plutôt que de les produire induit certains arbitrages. Si l'utilisation de bioénergies par l'industrie ou les transports peut être considérée comme neutre en termes d'émissions de GES, leur production est source d'émissions. Elle nécessite l'utilisation d'engrais et de produits chimiques au moins dans les pays développés, tandis que dans les pays du Sud, le développement des bioénergies induit la conversion de terres pour l'agriculture, qui est génératrice d'importantes émissions de GES. L'impact dû à la conversion des terres est difficile à estimer, mais il peut fortement affaiblir la justification environnementale des bioénergies.

Grâce à un modèle de commerce Nord-Sud à deux secteurs et à politiques environnementales endogènes inspiré des travaux de Copeland et Taylor (1994, 1995), il est possible d'examiner les impacts potentiels d'un développement du commerce des bioénergies en mettant l'accent sur les émissions mondiales de GES qui en résultent (Bourgeon et Ollivier, 2011, « Is bioenergy trade good for the environment? », *Eur. Econ. Rev.*, 2012, 56(3)).

Le commerce des bioénergies est-il favorable à l'environnement ?

Dans un cadre non coopératif, sachant que les pays appartenant aux deux régions, le Nord et le Sud, se distinguent uniquement par leur dotation en travail effectif, plus importante dans les économies du Nord que dans celles du Sud, les politiques environnementales sont alors plus exigeantes dans le Nord. Chaque économie est composée de deux secteurs, l'agriculture et l'industrie, qui émettent des GES. Le secteur agricole produit à la fois un bien de consommation finale et un produit intermédiaire, la bioénergie. Une des hypothèses essentielles de cette analyse réside dans la relation entre expansion de l'agriculture (conversion des sols) et émissions de GES : à la différence des énergies fossiles (utilisées uniquement dans l'industrie pour simplifier l'analyse) dont les émissions en GES peuvent être supposées proportionnelles à la consommation, on suppose une relation convexe entre surfaces cultivées et émissions nettes de GES (liées à la perte de capacité de stockage du carbone des sols).

A l'équilibre de libre-échange, les pays du Nord, plus riches et qui donc imposent des taxes environnementales plus élevées, peuvent néanmoins avoir un avantage comparatif dans le secteur industriel, celui qui est à l'origine d'une plus grande intensité d'émissions de GES (par unité de travail). En effet, si les bioénergies sont facilement substituables aux combustibles fossiles et si les émissions de GES dues à la conversion des sols augmentent fortement avec la conversion des terres, alors le Nord est sus-

ceptible d'avoir un avantage comparatif dans l'industrie. Ceci renverse un des résultats généralement admis dans la littérature sur le commerce et l'environnement, à savoir que les pays du Sud forment un « havre de pollution ».

Si le Nord a un avantage comparatif dans l'industrie, la diminution des émissions industrielles du Sud est plus importante que l'augmentation des émissions du Nord, même en tenant compte des émissions liées à la conversion de nouvelles terres, et donc le commerce permet une diminution des émissions mondiales de GES par rapport à l'autarcie où tous les pays émettent la même quantité de GES. Cela tient au fait que les taxes environnementales sont toujours plus faibles dans les pays du Sud. Si, au contraire, le Sud a un avantage comparatif dans l'industrie, l'accroissement des émissions de GES dû au développement industriel de cette région est plus importante que la baisse des émissions du Nord. Le commerce augmente alors les émissions mondiales de GES.

Plutôt que de limiter les importations de bioénergies en provenance du Brésil et d'Indonésie, ces recherches indiquent qu'il semble plus efficace de développer des politiques concertées et ciblées de lutte contre la déforestation, comme les mécanismes internationaux de transfert pour réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation (REDD) ou de mettre en place des systèmes de certification de filières (Ollivier, 2012, « Growth, deforestation and the efficiency of the REDD mechanism »).



Hélène Ollivier est chargée de recherche au CNRS. Elle a rejoint le CES en octobre 2012, après un post-doctorat de deux ans à l'Université de Berkeley et une thèse soutenue à l'École polytechnique.

Ses travaux portent sur l'économie de l'environnement, plus précisément sur le lien entre commerce et environnement, sur le mécanisme de réduction des émissions liées à la déforestation (REDD) et sur la prise de décision politique en incertain.

Investissement, épargne et financement de la transition écologique

A juste titre, l'égalité entre l'investissement et l'épargne est considérée par la plupart des économistes néo-classiques comme une relation fondamentale : elle commande notre intelligence des déterminants de l'investissement aujourd'hui, et donc de l'éventuelle croissance de demain (si tant est que cette dernière soit un objectif politique) ; elle invite à scruter les déterminants de l'arbitrage entre épargne et consommation aujourd'hui. L'égalité $I=S$ se retrouve aussi bien dans le modèle IS-LM de Hicks que dans la théorie de l'équilibre général d'Arrow-Debreu ou celle des cycles réels d'affaire. La macro-économie néo-keynésienne récente la considère, elle aussi, comme intangible.

En outre, dans une période comme la nôtre, où la croissance du PIB semble de plus en plus compromise pour le continent européen, cette équation réapparaît discrètement dans le débat autour du crédit bancaire : pourquoi celui-ci s'est-il effondré aux dépens des PME en Europe, depuis 2009¹ ? Pour que les banques puissent accorder da-

vantage de crédit à l'économie réelle, il faudrait, pense-t-on, qu'elles puissent emprunter davantage sur les marchés financiers. Mais voilà... « l'argent coûte cher ». Cette fois, l'idée selon laquelle l'épargne fixerait le niveau d'investissement se traduit par la thèse tant de fois répétée selon laquelle les dépôts font les crédits : qui dit insuffisance de l'épargne dit insuffisance des dépôts, laquelle impliquerait un rationnement du crédit, et induirait *in fine* l'insuffisance de l'investissement.

Pourtant l'examen de la comptabilité en partie double des banques oblige à modifier assez radicalement cette relation causale. Lorsqu'une banque commerciale accorde un crédit, la plupart du temps, elle crée de la monnaie *ex nihilo*². C'est d'ailleurs précisément ce qui la distingue d'un *hedge fund* ou d'une Caisse des dépôts : une banque, c'est une institution financière qui a reçu par délégation du roi le droit de frapper monnaie. Bien sûr, une banque ne peut pas créer une quantité arbitraire de monnaie : elle est limitée, en principe, par la demande solvable de crédit qui

lui est adressée et par les ratios prudentiels auxquels elle est tenue de se conformer. Peu importe, au fond, si une bonne partie de ces ratios sont vidés de leur substance aujourd'hui (ainsi les ratios de liquidité de Bâle III ne seront pas appliqués, le ratio de réserves obligatoires est tombé à 1% en zone euro depuis janvier 2012, et le ratio de *capital adequacy* peut être contourné par la titrisation et autres opérations hors-bilan) : l'essentiel est que ce sont bien les crédits qui font les dépôts. En particulier, ce n'est pas la base monétaire (M0) qui pilote le cycle économique : au mieux la création de monnaie banque centrale accompagne-t-elle le cycle (avec quelques semaines de retard correspondant au rythme auquel les banques commerciales se refinancent après avoir accordé de nouveaux crédits)³. Certes, la monnaie créée à l'occasion de l'octroi d'un crédit sera potentiellement « détruite » lors du remboursement du prêt (si l'emprunteur ne fait pas défaut) mais, d'ici là, il y aura bel et bien eu accroissement de la quantité de monnaie en circulation. L'équation fondamentale rappelée *supra* doit donc s'écrire :

$$I = S + c$$

où *c* est la création monétaire nette par les banques de second rang. Inversement, tout modèle qui postule d'entrée de jeu $I=S$ peut être interprété comme décrivant une économie de troc quand bien même l'économie sous-jacente comporterait un actif, éventuellement *fiat*, dont le prix est normalisé à 1. Si la monnaie est autre chose qu'une unité de compte, une réserve de valeur et un médium de transaction marchand mais, avant tout, un crédit (qui rend possible l'investissement), alors l'inégalité $I > S$ est la condition *sine qua non* de l'existence de la monnaie.

Schumpeter, finalement, ne disait pas autre chose quand il décrivait l'entrepreneur comme celui qui a des idées mais qui n'a pas d'argent, et qui ne pourra jamais faire fructifier ses idées si un banquier ne lui fait pas crédit⁴.

Cette modification de l'égalité usuelle, $I=S$, bouleverse assez radicalement la macro-économie (néo-)keynésienne aussi bien que la théorie de l'équilibre général. Du côté de cette dernière, sa prise en compte donne lieu à une littérature récente et novatrice à laquelle contribuent des collègues bien connus du CES : J. Drèze, H. Polemarchakis, G. Bloise, J. Geanakoplos, P. Dubey, D. Tsomocos... Elle permet notamment de rendre compte (dans un cadre parfaitement néo-classique avec anticipations rationnelles) d'une interprétation non-monétariste de la théorie quantitative de la monnaie. Dans ces modèles, en effet, la vitesse de circulation de la monnaie est normalisée à 1, de sorte que l'équation du Fisher d'avant 1929 peut s'écrire : $M = p T$. Cette fois, cependant, *p* et *T* sont des variables endogènes, déterminées par *M* et par les conditions d'équilibre. Du coup, la monnaie n'est plus neutre, ni à court, ni à long-terme. De plus, il devient possible de rendre compte du fait que la trop fameuse « planche à billets » (*i.e.*, les banques de second rang) n'est pas *ipso facto* inflationniste contrairement à un fantasme tenace. Si c'était vrai, du reste, il conviendrait de faire fermer toutes les banques commerciales du monde demain matin ! Enfin, Giraud et Pottier (2012)⁵ fournissent une caractérisation

exhaustive de tous les équilibres avec anticipations rationnelles en présence de création monétaire, qui rompt profondément avec l'agnosticisme de Sonnenschein-Mantel-Debreu. Ils montrent, en effet, qu'en présence d'une politique monétaire non-conventionnelle (du type de celle qui est pratiquée par la Fed depuis 2008 ou, plus récemment, la Banque Centrale du Japon), seulement trois scénarios sont compatibles avec les conditions d'équilibre : a) une croissance accompagnée d'inflation ; b) une trappe à liquidité déflationniste ; c) une bulle spéculative sur le marché financier, dont l'éclatement (avec une probabilité positive) provoque l'effondrement des marchés (et, en particulier, un défaut généralisé sur l'ensemble des emprunts auprès de la Banque centrale, ce qui pourrait bien être la « solution » que la zone euro finira par mettre en œuvre pour solder ses dettes).

L'introduction de la monnaie s'avère, par un paradoxe qui n'est qu'apparent, rencontrer davantage de résistance du côté de la macro-économie d'inspiration keynésienne : l'attachement au « ménage représentatif » (en dépit de ce même résultat de Sonnenschein-Mantel-Debreu qui interdit d'attribuer à la demande agrégée les propriétés de la « loi de la demande » individuelle), par exemple, a longtemps rendu impossible l'examen du rôle joué par les dettes (privées comme publiques). Krugman et Eggertson (*QJE*, 2012) ont tenté récemment de pallier cet oubli majeur mais sans aller jusqu'à introduire véritablement de la monnaie : l'investissement y reste égal à l'épargne en toute circonstance.

La littérature « post-keynésienne » dite du « circuit » tente, elle, depuis longtemps de prendre en compte une équation du type $I = S + c$. Jusqu'à une date récente, cependant, elle s'était heurtée à un paradoxe de taille : la prise au sérieux du circuit monétaire rendait comptablement impossible l'apparition d'un profit dans le bilan des entreprises (Graziani (1989)⁶). Keen (2010)⁷, cependant, a montré que le paradoxe provient d'un autre « oubli » : non seulement le secteur bancaire crée de la monnaie mais encore cette dernière « circule » à une vitesse non nulle - une propriété dont les modèles d'équilibre général évoqués plus haut peinent à rendre compte du fait de leur caractère fondamentalement statique induit par les anticipations rationnelles. En réalité, parce qu'elle peut transiter plusieurs fois dans le bilan des entreprises au cours d'un même exercice comptable, la monnaie en circulation peut générer un profit non-nul dans les comptes des entreprises. (Et ceci, indépendamment de toute considération sur les rendements du secteur productif, ce qui n'est pas le moindre avantage de cette approche, puisque l'on sait que la plupart des entreprises manufacturières exhibent des rendements croissants en dépit de l'hypothèse contraire, si répandue⁸.) Dès lors, on devine l'ampleur des bouleversements théoriques que la prise au sérieux de la comptabilité bancaire induit sur nos représentations économiques.

Signalons simplement une conséquence actuelle de ces considérations : un projet de société aussi fondamental que la transition écologique bute, comme on sait, sur la difficulté majeure que représente son financement. Où trouver environ 60 milliards d'euros par an, chaque année, pendant plus d'une décennie ? C'est bien difficile tant que l'on raisonne à stock de monnaie constant, compte tenu de la très faible rentabilité financière des investissements liés à la tran-

sition. Cela veut-il dire qu'il faille attendre que le prix de l'énergie explose, que celui de la tonne de carbone veuille bien décoller ou encore que l'actuelle bulle financière éclate, pour espérer rapatrier les capitaux surabondants vers les chantiers de la transition ? Etant donné l'urgence de cette dernière et la gravité des dommages irréversibles que nous infligeons en ce moment-même au climat terrestre, ce serait une attitude irresponsable. Il est sans doute plus astucieux de se rappeler que l'investissement peut être très supérieur à l'épargne sans que cela ne provoque d'inflation. Toute la question se ramène alors aux moyens de fournir les bonnes « incitations » aux banques commerciales pour faire fonctionner la planche à billets dans la « bonne » direction.

1. Cf. « A purchase programme for short-term claims on non-financial corporations », BCE, 16 nov. 2012, MOC/2012/1168.1
2. Cf. Tobin, « Banks as money creators » in Deane Carson (dir.), *Banking and Monetary Studies*, US Treasury, 1963, p. 408-419.
3. Cf. Kydland et Prescott (1990) « Business Cycles: Real Facts and a Monetary Myth », *Fed. Res. Bank of Minneapolis Quart. Rev.* 14(2), 3-18.
4. *The Theory of Economic Development*, Harvard University Press (1934).
5. « Debt-Deflation versus the Liquidity Trap: the Dilemma of Non-conventional Monetary Policies », CES WP 2012-64.
6. « The Theory of the Monetary Circuit », *Thames Papers in Political Economy*, spring, 1-26.
7. « Solving the paradox of Monetary Profits », *Economics : the Open-access, Open-assessment E-journal* (4, 2010, 31).
8. Cf. Blinder (*AER* 1982) et A. Blinder (1998) *Asking about Prices: a New Approach to understanding Price Stickness*, New York, Russel sage Foundation.



Gaël Giraud, Directeur de recherche au CNRS, Centre d'Économie de la Sorbonne, Labex REFI, PSE - Ecole d'économie de Paris.

Ses travaux portent sur la théorie des jeux en lien avec le rôle de la monnaie, les marchés financiers et leur réglementation dans la prévention des krachs économiques, ainsi que sur les dynamiques économiques hors équilibre.

Collaborateur à la revue *Projet du CERAS*, son ouvrage *Vingt Propositions pour réformer le capitalisme* lui a valu une nomination pour le prix du meilleur jeune économiste 2009 décerné par *Le Monde* et le *Cercle des économistes*. Depuis lors, il a publié deux autres livres *Le Facteur 12 - pourquoi il faut plafonner les revenus* (*Carnets nord*, 2012) et *L'Illusion financière* (*Ed. de l'Atelier*).

THÈSES SOUTENUES

- **Sean Dougherty**, « Regulation and trade in development. Explaining productivity at the firm level », thèse soutenue le 11 avril 2013 sous la dir. de Lionel Fontagné.
- **Adeline Saillard Timbal**, « An empirical test of the financial structure theory in the financial systems », thèse soutenue le 27 mai 2013 sous la dir. de Bruno Amable.
- **Guillaume Bagnarosa**, « About non parametric extraction of the risk neutral density », thèse soutenue le 3 juin 2013 sous la dir. de Christian de Boissieu.
- **Xinpeng Li**, « Espérances sous-linéaires et leurs applications à la théorie des jeux », thèse soutenue le 3 juin 2013 sous la dir. de Bernard de Meyer.
- Rémy Dullieux, « Dynamic games relative to climate change », thèse soutenue le 7 juin 2013 sous la dir. de Katheline Schubert.
- **Adam Michal Zylbersztejn**, « Information, institutions et efficacité : essais en économie expérimental », thèse soutenue le 11 juin 2013 sous la dir. de Jean-Marc Tallon.
- **Achis Chery**, « Contribution à la théorie mathématique des marchés financiers : sensibilité et équivalence des structures », thèse soutenue le 19 juin 2013 sous la dir. de Jean-Marc Bonnisseau.
- **Lionel Wilner**, « Essais sur la discrimination intertemporelle par les prix », thèse soutenue le 24 juin 2013 sous la dir. de Michaël Visser.
- **Hye Min Lee**, « Politique économique d'accord de libre-échange de la Corée », thèse soutenue le 26 juin 2013 sous la dir. de Jean-Pierre Laffargue.

PRIX ET PROMOTIONS

Nicolas Jacquemet, nommé au Prix 2013 du jeune économiste, s'intéresse notamment à l'économie comportementale et à ses applications au marché du travail. Lire « Il existe des instruments inexploités pour restaurer l'égalité des chances », le Monde 27/05/2013

Raphael Douady, Habilitation à diriger des recherches, HDR, 10/06/2013

Pierre Fleckinger, Habilitation à diriger des recherches, HDR, 06/2013

Gaël Giraud, DR2, CNRS

EXPERTISES

Eric Dubois, associé au CES

The functioning of judicial systems and the situation of the economy in the European Union Member States, mission d'expertise au Conseil de l'Europe, http://ec.europa.eu/justice/effective-justice/files/cepej_study_justice_scoreboard_en.pdf

Angela Greulich-Luci

- Ministère des droits des femmes, Paris : « Interactions entre emploi des femmes et croissance » (expert invité - audition pour un rapport sur les « aspects de genre du marché de travail en France ») mai 2013

- Friedrich Ebert Foundation, Athens - Greece: "Female employment and fertility - what can Germany and France learn from each other?" (invited speaker - international conference "Gender aspects of the European economic crisis") avril 2013

- World Bank Moscow and Warsaw: "Fertility and Family Policies in Europe" (invited speaker - Human Development Economics Department: conferences on population aging in Europe and Central Asia)

Sandra Poncet

Expertise, contribution à un appel d'offre de DFID sur « Scoping Study Chinas Development lessons for low income Africa »

Josselin Thuilliez

- Contribution au Rapport OMS Europe: Exploring patient participation in reducing health-care-related safety risks - http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0010/185779/e96814.pdf

- Malaria control in schools in Mali: Results from a Cluster Randomized Control Trial in Sikasso Region, Mali. Save the Children - Research Briefs <http://www.schoolsandhealth.org/Documents/Malaria%20control%20in%20schools%20in%20Mali%20%28English%29.pdf>

INVITES AU CES

Paul Collier, Université d'Oxford, avril 2013

John Conley, Department of Economics, Vanderbilt University, juin 2013

Pradeep Dubey, Department of economics, Stony Brook University, juin 2013

Paul Elhorst Université de Groningen, avril 2013

Mark Machina, Department of economics, University of California, juin 2013

Bentley MacLeod, Columbia University, juin 2013

Michael Magill, Department of economics, University of Southern California, juin 2013

Martine Quinzii, Department of economics, University of California, juin 2013

Nicolas Sly, University of Oregon, avril 2013

Nicholas Yannelis, Tippie College of Business, University of Iowa, juillet 2013

LE CHIFFRE DU MOIS

**De quoi conclure que la rigueur est plus utile
aux calculs sous Excel qu'à la croissance économique !**

90 %

**C'est le fameux seuil d'endettement public qu'il était dangereux de dépasser
sous peine de porter une sérieuse atteinte à la croissance,
selon Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff dans leur article du NBER de janvier 2010**

... jusqu'à ce que

**Thomas Herndon, Michael Ash et Robert Pollin (Université du Massachusetts)
répliquent les calculs et débusquent une erreur !**

LABO EN PRATIQUE

Le Centre d'Economie de la Sorbonne organise régulièrement des manifestations collectives autour de projets communs ou d'une thématique précise.

Vous avez accès à ces informations :

- sur le site web du Centre : <http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/>
- sur Twitter : <https://twitter.com/CESActu>
- sur Facebook : <https://www.facebook.com/CentreDEconomieDeLaSorbonne>

PLEASE 2013 - Les 25 -26 et 27 novembre 2013

Paris/Lycées : Exploration Annuelle en Sciences Economiques

<http://ces.univ-paris1.fr/Please.htm>

Responsable du projet : Tonia Lastapis

ECONOMIE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

<http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/>

Responsable du projet : Gaël Giraud

LES SEMINAIRES THEMATIQUES

<http://centredeconomiesorbonne.univ-paris1.fr/bandeau-haut/seminaires/seminaires-du-ces/>

- **Atelier Théories et Méthodes de la Dynamique Economique (TMDE)**
2 fois par mois, le mardi de 12h00 à 13h00. Resp.: Jean-Pierre Drugeon.
- **Cercle d'Epistémologie de l'Economie**
Le jeudi entre 18h et 20h. Resp. : Annie L. Cot et Jérôme Lallement.
- **Développement et Globalisation**
Un mardi sur 2 à 11h30. Resp. : Marie-Anne Valfort et Sandra Poncet.
- **Economie de l'Environnement et des Ressources Naturelles PEEES**
Un jeudi sur deux de 16h30 à 18h00. Resp. : Mireille Chiroleu-Assouline
- **Economie Politique**
1 fois par mois le lundi de 15h00 à 17h30. Resp. : Christophe Ramaux et Bruno Tinel.
- **Economie politique du changement institutionnel (EPCI)**
Le mardi de 16h à 18h. Resp. : Elvire Guillaud et Stéfania Marcassa.
- **Eco. Publique, Institutions et Organisations EPIO**
3 à 4 mardis par mois, 16h-18h. Resp. : François Facchini et Patricia Vornetti.
- **Economie et Psychologie**
Un vendredi sur deux de 11h à 12h15. Resp. : Guillaume Hollard et Louis Levy-Garboua.
- **Hotelling**
Un jeudi sur trois, de 16h à 17h30. Resp. : Emmanuelle Taugourdeau.
- **Macroéconomie**
Le jeudi, 16h30-18h00. Resp. : Florin Bilbiie, Nicolas Dromel et Romain Rancière
- **Mathématiques Discrètes, Optimisation et Décision (MDOD)**
Le mardi deux fois par mois de 11h à 12h. Resp.: Michel Grabisch et Alexandre Skoda.
- **Organisation Industrielle**
Une fois par mois, 12h00-13h15. Resp. : Bernard Caillaud, Christine Halmenschlager et Jean-Philippe Tropéano.
- **Paris Seminar in Economic Demography (PSED)**
Le mardi, une fois par mois, 16h30 à 19h30. Resp. : Hippolyte d'Albis.
- **ROY/ADRES - Economie Théorique**
Tous les lundis à 17h00. Resp. : P. Fleckinger, J. Hagenbach, F. Koessler, D. Martimort, I. Lelièvre.
- **TEMA - Travaux en Econométrie et Microéconomie Appliquée**
3ème jeudi du mois 12h00-13h30. Resp. : David Margolis.
- **Séminaire Genre/Travail**
1er jeudi du mois 12h00-13h30. Resp. : Elena Stancanelli.
- **Trade Seminar (Commerce international)**
Un mardi sur deux, de 14h00 à 15h30. Resp. : L. Fontagné, T. Mayer, A. Suwa-Eisenmann, T. Verdier avec l'aide de B. Havet.

INTERVENTIONS MÉDIATIQUES

Bruno Amable

- Japon : les «Abenomics» en perspective, Libération, 10/06/2013
- Gauche et patronat, trente ans après... Libération, 13/05/2013
- La relance n'est pas pour maintenant, Libération, 15/04/2013

Antoine d'Autume

- Pour le vingt-troisième mois consécutif, les chiffres du chômage sont en hausse, Le 19h00 - Public Sénat, 25/04/2013

Marie-Agnès Barrère-Maurisson

- Pourquoi les Français sont-ils si attachés aux allocations familiales ?, La Croix, 25 juin 2013.

Agnès Bénassy-Quéré

- France-Culture «Les idées claires»- tous les jeudis
- Athènes peut encore lâcher l'euro, la Liberté, 22/05/2013
- Peut-on «s'assoier» sur la dette ? (avec Bernard Maris, Philippe Dessertine, Philippe Frémeaux), C dans l'air, France 5, 07/05/2013
- Bourse et économie, le divorce ?, Tchat avec Agnès Bénassy-Quéré, Boursama, 28/05/2013
- Radio Totem, L'Interview du matin : Agnès Bénassy-Quéré, 26/04/2013
- Toute l'Europe, ITW, 26/03/2013
- Le paradis chypriote envoyé en enfer, La liberté, 26/03/2013
- Chypre affole l'épargne, (avec Dominique Reynié - Philippe Dessertine - Marc Fiorentino), C'dans l'air, France 5, 21/03/2013
- Cessons de craindre l'envolée des importations», avec L. Fontagné, Les Echos, 13/03/2013

Gunther Capelle-Blancard

- La Suisse pourrait se passer du secret bancaire, L'Expansion, 19/04/2013
- Combien rapporterait/coûterait la taxe sur les transactions financières ? Mediapart, 18/04/2013

Jézabel Couppey-Soubeyran

- Stabilité Financière et Macro-prudentiel, BS-Initiative, 04/06/2013
- Les banques utilisent les filiales offshore pour leur propre évasion fiscale, Interview de l'audition par la commission d'enquête du Sénat sur l'évasion fiscale, libé.fr, Libération, 30/05/2013

Elisabeth Cudeville

- Mais qui veut (vraiment) sauver l'Europe ? Mediapart, 29/04/2013

Raphael Douady

- Les marchés action sont au plus haut, est-ce une bulle ? Interview France 24, 01/02/2013

Christian De Boissieu

- Economie de l'Archipel Nippon, Radio Classique, 08/06/2013
- Programme de stabilité financière, Radio Classique, 15/04/2013
- Les Banques centrales sont-elles en train de préparer la prochaine crise, Radio Classique, 13/05/2013

Lionel Fontagné

- Préparons-nous à l'explosion des prix de l'électricité ! Challenge's, le 12/06/2013
- La hausse de l'électricité pèsera sur les exportations françaises, Le Monde Economie, 21/05/2013
- Quelle sera l'impact d'une hausse de prix des énergies sur la compétitivité de l'économie française et comment y faire face, Radio Classique, 22/05/2013

Gaël Giraud

- La transition écologique, l'Espoir, 02/06/2013
- l'Eglise contre la finance ?, Entretien croisé entre Gaël Giraud et Philippe Chalmin. l'Express, 15/05/2013
- Le grand entretien, p. 30-33, La France a accouché d'une loi quasi vide sur la séparation bancaire, l'Expansion, 30/04/2013

- Débat « Les Experts », 09h-10h, avec Alain Madelin et Jean-Marc Daniel, animé par Nicolas Doze, BFM Business, 09/04/2013

- Evasion fiscale et dérive spéculative : les chiffres d'un scandale, Télérama.fr, 05 avril 2013

- Les Carnets de l'économie, France Culture, 18/03/2013 (à l'occasion de la nouvelle édition d'Illusion financière. Quatre chroniques à découvrir du lundi 18 mars au Jeudi 21 mars à 17H55)

- Réforme bancaire: «La France a accouché d'une loi quasi vide» l'Expansion, 10/05/2013

- Interview sur l'ouvrage «Illusion financière», Télérama, 03/04/2013

- Page « Forum & Débat », La Croix, 15/03/2013

- « L'interview éco » interviewé par Jean-Michel Dhuez. 12/03/2013

- Le projet de loi sur la régulation bancaire met le contribuable en danger, La Vie Economie, 08 février 2013

Jean-Olivier Hairault

- Retraites, la recette allemande : comment une dose de capitalisation stabilise le pouvoir d'achat (avec Florence Legros), Atlantico, 11/06/2013

- Retraites, la clé des réformes, (avec Jean-Louis Malys - Marc Fiorentino - Bernard Vivier), C'dans l'Air, France 5, 15/05/2013

- Chômage : Séniors les oubliés de l'emploi, 28 minutes, ARTE, 29 avril 2013

- Pourquoi l'obsession pour la compétitivité nous empêche de voir ce qui plombe réellement la croissance européenne, Atlantico, 15/05/2013

- Le Chômage devrait baisser d'ici à 2017 : M. Hollande, surtout ne faites rien !, Le Monde, 17 avril 2013 (P. Cahuc *et al*).

Jean Imbs

- La zone euro regarde repartir la croissance aux États-Unis, la Croix, 03/06/2013

Jean-Marie Monnier

- France Culture, Parlons dette en 30 questions, France Culture, avril 2013

Jean-Luc Outin

- La question des travailleurs pauvres est plus explosive que le chômage » entretien, Le canard Social, 12/04/2013

Sandra Poncet

- Les zones économiques spéciales chinoises, l'illusion de la croissance?, La Tribune, 23/04/2013

Christophe Ramaux

- Il nous faut un choc de demande!, invité du cercle des économistes sur radio classique, présenté par Nicolas Pierron, Radio Classique, 15/04/2013

- Il nous faut un choc de demande!, l'Humanité. fr, 11/04/2013

- Peut-on faire de la croissance en baissant les dépenses ? France Culture, 02 mai 2013

Katheline Schubert

- Menace climatique : faut-il une taxe carbone ou un marché de permis d'émissions négociables ?, Vox-Fin, 13/06/2013

Marie-Anne Valfort

- Mesurer la discrimination, Apports de l'économie expérimentale (avec Claire Adida & David Laitin) Essais & débats, la vie des idées.fr; 03/05/2013

Responsable Éditoriale

Tonia Lastapis :

tonia@univ-paris1.fr

avec la collaboration

d'Anna Egea

anna.egea@univ-paris1.fr

Responsable scientifique

Jean-Marc Tallon



Centre d'Économie de la Sorbonne
UMR 8174 du CNRS
Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
106-112 Bd. de l'Hôpital
75647 Paris cedex 13



Juillet 2013 – n°17

Nos dernières publications signalées dans HAL-SHS

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/CES/fr/>

Articles dans des revues à comité de lecture

- **Ahamada Ibrahim, Coulibaly Dramane**, « Remittances and growth in Sub-Saharan African countries: Evidence from panel causality test », *Journal of International Development*, avril 2013, vol. 25, n°3, p. 310-324.
- **Ahamada Ibrahim, Sanchez José Luis Diaz**, « A retrospective analysis of the house prices macro-relationship in the United States », *International Journal of Central Banking*, mai 2013, p. 1-19.
- **Amable Bruno, Ledezma Ivan, Demmou Lilas**, « L'impact de la réglementation sur l'innovation : une analyse des performances selon la proximité à la frontière technologique », *Economie et Prévision*, 2013, vol. 2011/1, n°197-198, p. 1-19.
- **Bilbiie Florin, Straub Roland**, « Asset Market Participation, Monetary Policy Rules and the Great Inflation », *Review of Economics and Statistics*, 2013, vol. 95, n°2, p. 377-392.
- **Binet Marie-Estelle, Facchini François**, « Okun's law in the French regions: a cross-regional comparison », *Economics Bulletin*, 2013, vol. 33, n°1, p. 420-33.
- **Bonnisseau Jean-Marc, Nguenamadjji Orntangar**, « Discrete Walrasian Exchange Process », *Economic Theory*, avril 2013, vol. 52, n°3, p. 1091-1100.
- **Caulier Jean-François, Mauleon A., Vannetelbosch Vincent**, « Contractually stable networks », *International Journal of Game Theory*, mai 2013, p. 483-499.
- **Chatelain Jean-Bernard**, « Goodhart, Charles A.E. and Tsomocos, Dimitros P.: The challenge of financial stability: a new model and its applications », *Journal of Economics*, avril 2013, vol. 109, n°2, p. 201-205.
- **Comola Margherita, de Mello Luiz**, « Salaried Employment and Earnings in Indonesia: New evidence on the selection bias », *Applied Economics*, 2013, vol. 45, n°19, p. 2808-2816.
- **D'Albis Hippolyte, Augeraud-Véron Emmanuelle**, « Frequency of Trade and the Determinacy of Equilibrium in Economies of Overlapping Generations », *International Journal of Economic Theory*, mars 2013, vol. 9, n°1, p. 85-100.
- **Danan Eric, Gajdos Thibault, Tallon Jean-Marc**, « Aggregating sets of von Neumann-Morgenstern utilities », *Journal of Economic Theory*, mars 2013, vol. 148, n°2, p. 663-688.
- **Darcillon Thibault**, « Mesurer l'impact de l'effet partisan sur les réformes de corporate governance », *Revue Economique*, mai 2013, vol. 64, n°3, p. 445-455.
- **Dávila Julio**, « Implementing the best steady state with savings in unbacked risky assets », *Macroeconomic Dynamics*, juin 2013, vol. 17, n°4, p. 779-801.

- **De Lara Michel, De Palma André, Kilani Moez, Piperno Serge**, « Congestion pricing and long term urban form: Application to Paris region », *Regional Science and Urban Economics*, mars 2013, vol. 43, n°2, p. 282-295.
- **Drugeon Jean-Pierre**, « On the emergence of competitive equilibrium growth cycles », *Economic Theory*, vol. 52, n°1, p. 397-427.
- **Eshien Chong, Le Lannier Aude, Staropoli Carine**, « Les contrats de performance énergétique à l'heure du bilan : l'éclairage de l'économie des contrats », *Economies et Sociétés, série Economie de l'énergie*, n°2, p. 366-380.
- **Guegan Dominique, De Peretti Philippe**, « An omnibus test to detect time-heterogeneity in time series », *Computational Statistics*, juin 2013, p. 1225-1239.
- **Guillaud Elvire**, « Preferences for redistribution: an empirical analysis over 33 countries », *Journal of Economic Inequality*, 2013, vol. 11, n°1, p. 57-78.
- **Hendrix Eligius, De Ridder Annelies, Rusinowska Agnieszka, Saiz Elena**, « Coalition formation: the role of procedure and policy flexibility », *Group Decision and Negotiation*, mai 2013, p. 407-427.
- **Herrera Rémy**, « Biens de luxe et innovations en économie socialiste. Le cas des Habanos », *Innovations. Cahiers d'Economie de l'Innovation*, mai 2013, n°41, p. 139-152.
- **Herrera Rémy**, « Neoclassical Economic Fiction and Neoliberal Political Reality », *International Critical Thought*, mars 2013, vol. 3, n°1, p. 98-107.
- **Herrera Rémy, Andreani Tony**, « Système financier et socialisme de marché "à la chinoise" », *La Pensée*, 2013, n°373, p. 65-76.
- **Herrera Rémy, Nakatani Paulo**, « Keynes et la crise : hier et aujourd'hui », *Actuel Marx*, 2013, n°53, p. 153-168.
- **Iliopoulos Eleni, Soprasedith Thepthida**, « L'intermédiation financière dans l'analyse macroéconomique : le défi de la crise », *Economie et Statistique*, 2013, n°451-453, p. 91-130.
- **Jacquemet Nicolas, Joule Robert-Vincent, Luchini Stephane, Shogren Jason**, « Preference Elicitation under Oath », *Journal of Environmental Economics and Management*, 2013, vol. 65, n°1, p. 110-132.
- **Kuecken Maria, Valfort Marie-Anne**, « When do textbooks matter for achievement? Evidence from African primary schools », *Economics Letters*, juin 2013, vol. 119, n°3, p. 311-315.
- **Laffargue Jean-Pierre**, « Une comparaison des modèles macro-économétriques et DSGE dans l'évaluation des politiques économiques : une comparaison basée sur les modèles Mésange et Egée », *Economie et Statistique*, 2013, n°451-453, p. 45-68.
- **Laffargue Jean-Pierre, Malgrange Pierre, Morin Pierre**, « La "nouvelle synthèse néoclassique" : une introduction », *Economie et Statistique*, 2013, n°451-453, p. 31-44.
- **Laffargue Jean-Pierre, Malgrange Pierre, Morin Pierre**, « La modélisation macroéconomique : continuités, tensions (préface) », *Economie et Statistique*, 2013, n°451-453, p. 11-20.
- **Loupias Claire, Wigniolle Bertrand**, « Population, land, and growth », *Economic Modelling*, 2013, p. 223-237.
- **Merad Myriam, Dechy Nicolas, Serir Lisa, Grabisch Michel, Marcel Frédéric**, « Using a multi-criteria decision aid methodology to implement sustainable development principles within an Organization », *European Journal of Operational Research*, 2013, p. 603-613.
- **Perraudin Corinne, Petit Héloïse, Rebérioux Antoine**, « Worker Information and Firm Disclosure Analysis on French Linked Employer-Employee Data », *Industrial Relations*, 2013, vol. 52, n°1, p. 134-161.
- **Riahi Dorra, Lévy-Garboua Louis, Montmarquette Claude**, « Competitive Insurance Markets and Adverse Selection in the Lab », *Geneva Risk and Insurance Review*, mars 2013, vol. 38, p. 87-113.

- **Rusinowska Agnieszka**, « Book review on "Bezalel Peleg and Hans Peters: Strategic Social Choice. Stable Representations of Constitutions", *Studies in choice and welfare*, Springer, 2010, 154 pp », *Social Choice and Welfare*, vol. 40, n°2, p. 631-634.
- **Staropoli Carine, Chong Eshien, Yvrande-Billon Anne**, « Enchères ou négociations dans les marchés publics : une analyse empirique », *Revue d'Economie Industrielle*, 2013, vol. 141, p. 49-70.
- **Storz Cornelia, Amable Bruno, Casper Steven, Lechevalier Sébastien**, « Bringing Asia into the comparative capitalism perspective », *Socio-Economic Review*, 2013, vol. 11, n°2, Special issue "Asian capitalisms. Bringing Asia into the comparative capitalism perspective", p. 217-232.
- **Taugourdeau Emmanuelle, Kaiser Karolina**, « The timing of elections in federations: A discipline device against Soft Budget Constraint ? », *Public Choice*, 2013, p. 197-215.
- **Tinel Bruno**, « Why and how do capitalists divide labor? From Marglin and back again through Babbage and Marx », *Review of Political Economy*, 2013, vol. 25, n°2, p. 254-272.
- **Wigniolle Bertrand**, « Fertility in the absence of self-control », *Mathematical Social Sciences*, juillet 2013, p. 71-86.
- **Wolf Sarah, Fuerst Steffen, Mandel Antoine, Lass Wiebke, Lincke Daniel, Pablo-Marti Federico, Jaeger Carlo**, « A multi-agent model of several economic regions », *Environmental Modelling and Software*, mars 2013, vol. 44, p. 25-43.

Chapitres d'ouvrages

- **Amable Bruno, Guillaud Elvire, Palombarini Stefano**, « Le néolibéralisme à l'épreuve de la crise », in Philippe Askenazy et Daniel Cohen (dir.), *5 Crises. 11 Nouvelles questions d'économie contemporaine*, 2013, Albin Michel [Économiques 3], p. 439-502.
- **Bénassy-Quéré Agnès**, « Le marché, la règle et la régulation », in Augustin Landier, Agnès Bénassy-Quéré, Philippe Askénazy, Philippe Frémeaux, Jean-Marc Daniel et Pierre-Cyrille Hautcoeur (dir.), *B.A.BA de l'économie*, 2013, Le Pommier/Cité des Sciences et de l'Industrie, p. 26-37.
- **Bénassy-Quéré Agnès**, « Zone euro : changement de modèle ? », in Agnès Bénassy-Quéré, Christian Chavagneux, Eloi Laurent, Jean-Pierre Warnier, Dominique Plihon et Michel Rainelli (dir.), *Les enjeux de la mondialisation, les grandes questions économiques et sociales III*, 2013, La Découverte [Collection Repères n°490], p. 83-110.
- **Cassi Lorenzo, Zirulia Lorenzo**, « Friends and rivals: modelling the social relations of inventors », in Piergiuseppe Morone (dir.), *Knowledge, Innovation and Internationalisation. Essays in Honour of Cesare Imbriani*, avril 2013, Routledge [Routledge Studies in Global Competition].
- **Choi Youngna, Douady Raphaël**, « Financial Crisis and Contagion: A Dynamical Systems Approach », in Jean-Pierre Fouque, Joseph A. Langsam (dir.), *Handbook on systemic risk*, mai 2013, Cambridge University Press.
- **Gautié Jérôme**, « France: The public sector under pressure », in Daniel Vaughan-Whitehead (dir.), *Public Sector Shock. The Impact of Policy Retrenchment in Europe*, mars 2013, Edward Elgar Publishing, p. 1174-1213.
- **Millock Katrin**, « Clean Development Mechanism », in Jason Shogren (dir.), *Encyclopedia of Energy, Natural Resource, and Environmental Economics*, 2013, Elsevier [Major Reference Works], p. 15-21.
- **Monnier Jean-Marie**, « Politique fiscale Une mise en perspective », in Elisabeth Lau (dir.), *L'état de la France 2013-2014*, mai 2013, La Découverte, p. 170-181.

Documents de travail 2013 (2013.30 à 2013.53)

- [2013.30] - **Florent Buisson** « Prospect Theory and consumer behavior: Goals and Tradeoffs ».
- [2013.31] - **Armagan Tuna Aktuna Gunes, Carla Canelas** : « A Multidimensional Perspective of Poverty, and its Relation with the Informal Labor Market: An Application to Ecuadorian and Turkish Data ».
- [2013.32] - **Rawaa Harati** : « Heterogeneity in the Egyptian informal labour market: choice or obligation? ».
- [2013.33] - **Fabrizio Coricelli, Riccardo Fiorito** : « Myths and Facts about Fiscal Discretion: A New Measure of Discretionary Expenditure ».
- [2013.34] - **Dominique Guegan, Bertrand K. Hassani, Xin Zhao** : « Emerging Countries Sovereign Rating Adjustment using Market Information: Impact on Financial Institutions Investment Decisions ».
- [2013.35] - **Arthur Foch** : « Explaining the G7 and G10's influence on World Bank decisions: The role of formal and informal rules of governance ».
- [2013.36] - **Arthur Foch** : « Déterminants et perspectives de la privatisation des infrastructures à Djibouti : Leçons tirées de trois études de cas ».
- [2013.37] - **Nguyen Thang Dao, Julio Dávila** : « Can geography lock a society in stagnation? ».
- [2013.38] - **Anil Alpman** : « The Relevance of Social Norms for Economic Efficiency: Theory and its Empirical Test ».
- [2013.39] - **Bernard Monjardet** : « Marc Barbut au pays des médianes ».
- [2013.40] - **Philipp Möhlmeier, Agnieszka Rusinowska, Emily Tanimura** : « A degree-distance-based connections model with negative and positive externalities ».
- [2013.41] - **Rémy Herrera** : « Luxe, innovations et socialisme. Le cas des cigares cubains ».
- [2013.42] - **Karim Azizi, Nicolas Canry, Jean-Bernard Chatelain, Bruno Tinel** : « Government Solvency, Austerity and Fiscal Consolidation in the OECD: A Keynesian Appraisal of Transversality and No Ponzi Game Conditions ».
- [2013.43] - **Roland Lantner, Didier Lebert** : « Dominance, dependence and interdependence in linear structures. A theoretical model and an application to the international trade flows ».
- [2013.44] - **Fulvio Fontini, Katrin Millock, Michele Moretto** : « Investments in Quality, Collective Reputation and Information Acquisition ».
- [2013.45] - **Ingrid Dallmann, Katrin Millock** : « Climate Variability and Internal Migration: A Test on Indian Inter-State Migration ».
- [2013.46] - **Aurore Gary, Mathilde Maurel** : « The effect of donors' policy coherence on growth ».
- [2013.47] - **Raouf Boucekkine, Carmen Camacho, Giorgio Fabbri** : « Spatial dynamics and convergence: The spatial AK model ».
- [2013.48] - **Paulo Nakatani, Rémy Herrera** : « Notes sur Keynes et la crise ».
- [2013.49] - **Monica Beuran, Marie Castaing Gachassin, Gaël Raballand** : « Are There Myths on Road Impact and Transport in Sub-Saharan Africa? ».
- [2013.50] - **Dmitry A. Veselov** : « Redistribution and the political support of free entry policy in the Schumpeterian model with heterogenous agents ».
- [2013.51] - **Tony Andreani, Rémy Herrera** : « Un modèle social-démocrate pour la Chine ? Remarques critiques sur *la voie chinoise : capitalisme et empire* de Michel Aglietta et Guo Bai ».
- [2013.52] - **Ulrich Faigle, Michel Grabisch** : « A concise axiomatization of a Shapley-type value for stochastic coalition processes ».
- [2013.53] - **Armagan Tuna Aktuna Gunes, Christophe Starzec, François Gardes** : « A new estimation of the size of informal economy using monetary and full expenditures in a complete demand system ».